

Castaner copie l'extrême droite italienne

Le ministre de l'Intérieur accuse les ONG qui sauvent les exilés en mer de "collusions" avec les passeurs



Photo : Charles Platiau/Reuters

"À ma grande satisfaction, je ne suis pas le seul à avoir des doutes sur les ONG en Méditerranée",

s'est vanté le chef de fil de l'extrême droite italienne, Matteo Salvini, vendredi, lors du sommet des ministres de l'Intérieur du G7.

Le premier à lui donner raison n'est autre que son homologue français, Christophe Castaner. Le chien de garde de la Macronie, expliquant sans détour que

"les ONG ont pu se faire complices des passeurs", affirme qu'elles seraient en "contact téléphonique" avec les trafiquants.

L'accusation n'est pas nouvelle, mais c'est la première fois qu'elle est reprise par un dirigeant français. L'extrême droite italienne a, pour sa part, basé une grande partie de sa conquête du pouvoir sur ce genre d'allégations.

Les premiers à évoquer des contacts entre sauveteurs et trafiquants sont les rapporteurs de l'agence Frontex, en charge du contrôle des frontières européennes, dans un document datant de février 2017. Mais le texte met en cause

"toutes les parties impliquées dans des opérations de sauvetage", gardes-côtes et militaires de l'opération "Sophia" compris, qui aideraient "involontairement les criminels à atteindre leurs objectifs".

L'agence évoque en réalité les pratiques des passeurs contactant par téléphone satellitaire le Centre de coordination des secours de Rome (MRCC), qui, alerté, se trouve dans l'obligation de lancer des opérations de sauvetage. Frontex ne fait aucune mention d'appels téléphoniques directement échangés entre passeurs et acteurs de l'aide humanitaire.

Mais l'extrême droite ne s'est jamais privée de déformer la réalité pour faire grandir la peur, terreau fertile de sa politique haineuse.

Comme dans le cas de la livraison par la France aux milices libyennes de six bateaux de guerre pour barrer la route aux exilés, Christophe Castaner confirme ici le choix de l'exécutif macronien de marcher, en matière d'immigration, dans les pas du gouvernement populiste et xénophobe italien.

Émilien Urbach